



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

- 3 OCT. 2013

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 37 79
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE

**autorisant la société d'exploitation des établissements MARTEL (SEEM),
à se substituer à la société JBR ROMERO pour l'exploitation
de la carrière de matériaux alluvionnaires, à ciel ouvert, en terre ferme,
sise « La Picardière » à SAINT-BONNET-DE-MURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 512-3, R. 512-31 et R. 516-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2008-2834 du 30 juin 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

.../...

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2011 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société JBR ROMERO, lieu-dit « La Picardière » à SAINT-BONNET-DE-MURE ;

VU la déclaration en date du 10 juillet 2013, complétée en dernier lieu le 9 août 2013, par la société d'exploitation des établissements MARTEL (SEEM) ;

VU le rapport en date du 26 août 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), formation « carrières », exprimé dans sa séance du 23 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2011 susvisé a autorisé la société JBR ROMERO à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires hors d'eau, située au lieu-dit « La Picardière » à SAINT-BONNET-DE-MURE ;

CONSIDERANT que dans le cadre des dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement susvisé, la société d'exploitation des établissements MARTEL dite SEEM a déclaré par courrier du 10 juillet 2013, complété en dernier lieu le 9 août 2013, se substituer à la société JBR ROMERO, en vue d'exploiter la carrière sise sur le territoire de la commune de SAINT-BONNET-DE-MURE, lieu-dit « La Picardière » ;

CONSIDERANT que du dossier présenté par la SEEM, il ressort que l'exploitant se conformera strictement au phasage, mais aussi aux modalités d'exploitation définies par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2011 précité, notamment s'agissant des dispositions relatives au suivi environnemental ;

CONSIDERANT les éléments produits par la SEEM attestant tant de ses capacités techniques que financières ;

CONSIDERANT également que la SEEM a justifié d'une promesse de cautionnement de la part d'un établissement bancaire et ce, pour répondre aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 précédemment cité ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient de répondre favorablement à la demande présentée par la société d'exploitation des établissements MARTEL (SEEM), en vue d'être autorisée à se substituer à la société JBR ROMERO, pour l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires, à ciel ouvert, en terre ferme, sur le territoire de la commune de SAINT-BONNET-DE-MURE, lieu-dit « La Picardière » ;

CONSIDERANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

La société d'exploitation des établissements MARTEL, dite « SEEM », dont le siège social est fixé 26, rue des Anciens Combattants AFN à SAINT-LAURENT-DE-MURE, est autorisée à se substituer à la société JBR ROMERO, pour l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires, à ciel ouvert, en terre ferme, située sur le territoire de la commune de SAINT-BONNET-DE-MURE, lieu-dit « La Picardière », d'une superficie de 11 ha, 45a et 17 ca.

La SEEM est tenue de respecter l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter délivrée initialement à la société JBR ROMERO par arrêté préfectoral du 18 juillet 2011.

ARTICLE 2 :

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-BONNET-DE-MURE et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.
3. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 3 :

Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- ♦ par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- ♦ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ; toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative ;

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de SAINT-BONNET-DE-MURE, chargé de l'affichage prescrit à l'article 2 précité,
- ♦ au directeur départemental des territoires,
- ♦ au délégué territorial départemental du Rhône de l'Agence régionale de santé Rhône-Alpes,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le

- 3 OCT. 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID